

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Commun aux 3 lots

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert

Articles L.2124-2, R2124-2 1^{er} et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

GBM 25014

Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général

Service des Achats et des Marchés

Département des marchés

73 avenue de Paris

94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent document comporte 34 feuillets numérotés de 1 à 34.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DE L’ACCORD-CADRE	5
1.1. Objet de l’accord-cadre	5
1.2. Procédure et forme de l’accord-cadre	6
1.3. Allotissement et montants de l’accord-cadre	6
1.4. Durée	6
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 – MODALITES D’ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
3.1. Etendue	8
3.2. Modalités de répartition et d’attribution des bons de commande (lot 1)	8
3.2.1. Attribution des bons de commande selon la méthode dite “en cascade”	9
3.2.2. Contenu des bons de commande (lot 1)	9
3.2.3. Durée des bons de commande	9
3.3. Modalités d’attribution et d’exécution des marchés subséquents (lots 2 et 3)	10
3.3.1. Modalités générales	10
3.3.2. Modalités de remise en concurrence	10
3.3.3. Critères de sélection des offres	10
3.3.4. Forme des marchés subséquents	11
3.3.5. Durée des marchés subséquents	11
3.3.6. Montants des marchés subséquents	11
3.3.7. Modalités d’exécution des marchés subséquents	11
3.3.8. Contenu des bons de commande des marchés subséquents (lots 2 et 3)	12
ARTICLE 4 – DEVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES RELATIVES A L’ACCORD-CADRE	12
5.1. Pour le lot 1	12
5.1.1. Travaux attendus	12
5.1.2. Livrables	13
5.1.3. Spécifications détaillées	14
5.1.4. Spécificités départementales	14
5.2. Pour le lot 2	18
5.2.1. Travaux attendus	18
5.2.2. Livrables	19
5.2.3. Spécifications détaillées	19
5.2.4. Ossature	20
5.2.5. Zone construite	20

5.2.6. Différentiation des US2, US3 ET US5	20
5.3. Pour le lot 3	20
ARTICLE 6 – DELAIS DE LIVRAISON.....	21
6.1. Pour le lot 1	21
6.1.1. Livraison initiale	21
6.1.2. Délais de reprise	21
6.2. Pour le lot 2	21
6.2.1. Livraison initiale	21
6.2.2. Délais de reprise	21
6.3. Pour le lot 3	22
ARTICLE 7 – SUIVI ET REPORTING	22
ARTICLE 8 – CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS	22
8.1. Vérification des résultats.....	22
8.1.1. Vérification des livraisons.....	22
8.1.2. Vérification des données livrées (VSR)	22
8.2. Exigence d’assurance des résultats.....	23
ARTICLE 9 – PRIX	24
9.1. Principes généraux	24
9.2. Variation des prix de l’accord-cadre et indexation.....	24
9.3. Variation des prix des marchés subséquents	26
ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT	26
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L’ACCORD-CADRE.....	28
ARTICLE 12 – PENALITES	28
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	29
ARTICLE 14 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	30
ARTICLE 15 – DROIT D’EXPLOITATION DES RESULTATS	31
ARTICLE 16 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	31
ARTICLE 17 – ASSURANCE.....	32
ARTICLE 18 – NORMES.....	32
ARTICLE 19 – DIFFERENDS ET LITIGES	32
ARTICLE 20 – RESILIATION	33

20.1. Résiliation pour faute du titulaire	33
20.2. Résiliation sans faute du titulaire	33
20.2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	33
20.2.2. Résiliation pour force majeure	34
ARTICLE 21 – LANGUE DU MARCHE	34
ARTICLE 22 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC	34

Le présent accord-cadre est un contrat conclu avec 4 opérateurs économiques (dans la mesure du possible) par lot. Les attributaires peuvent l'être sur un ou plusieurs lots.

Pour le lot 1, l'accord-cadre est conclu pour permettre l'émission de bons de commande. L'attribution des bons de commande se fait en cascade.

Pour les lots 2 et 3, l'accord-cadre est composé, en tant que de besoin, des marchés dits subséquents, après remise en concurrence des seuls opérateurs économiques parties à l'accord-cadre.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la saisie par photo-interprétation de données géographiques pour l'IGN.

Les 2 premiers lots sont des lots pour lesquels la prestation de photo-interprétation est fixée à l'avance, pour le 3ème lot il s'agit de manière épisodique de venir intervenir sur des prestations dont les spécifications seront déterminées lors de chaque marché subséquent.

L'accord-cadre et les marchés subséquents qui sont conclus sur son fondement concernent la réalisation de photo-interprétation sur images aériennes ou satellitaires dont la finalité est :

- Pour le lot 1 : photo-interprétation diachronique dans le but de positionner des signalements de mise à jour (évolution du terrain) et de mise à niveau (rattrapage d'actualité ou rattrapage de spécification) sur les emprises agricoles éligibles à la PAC. La photo-interprétation porte sur l'emprise des ilots agricoles mais également sur l'emprise et l'attributaire des SNA (surfaces non agricoles) et des ZDH (Zones de densité homogène). L'échelle de travail est généralement le département.
- Pour le lot 2 : photo-interprétation diachronique dans le but de produire un nouveau millésime d'OCS GE. Dans ce cas, un millésime d'OCS GE déjà existant est pris comme référence, le nouveau millésime est obtenu par mise à jour et rattrapage d'actualité lorsque nécessaire. L'échelle de travail est généralement le département.
- Pour le lot 3, il s'agira de photo-interprétation dont l'objet précis sera détaillé lors de chaque consultation. Il peut s'agir par exemple (sans que la liste soit exhaustive) de photo-interprétation dans le but de produire des annotations servant à alimenter l'apprentissage de modèles IA, de reprises pour mettre en qualité des données issues de l'IA.

Les données à produire correspondent à des zones situées en France métropolitaine ou dans les DROM.

Les caractéristiques techniques et les modalités d'exécution des prestations à réaliser dans le cadre des bons de commande et des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre sont définies dans les annexes du cahier des clauses particulières (CCP) suivantes :

- Annexe 1.1 – Référentiel RPG Métropole et DROM (lot 1)
- Annexe 1.2 – Délais RPG (lot 1)
- Annexe 2.1 – Référentiel OCS GE Métropole et DROM (lot 2)
- Annexe 2.2 – Délais OCS GE (lot 2)
- Annexe 3.1 – Annotations spécifications OCS GE (lot 3)

▪ Annexe 3.2 – Annotations détection de changement (lot 3)

Pour le lot 1, les bons de commande préciseront les spécificités techniques des prestations attendues en termes de départements et de surfaces à traiter.

Pour les lots 2 et 3, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

1.2. Procédure et forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est l'accord-cadre multi-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté en partie par l'émission de bons de commande pour le lot 1 (articles R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique) et en partie par la conclusion de marchés subséquents pour les lots 2 et 3 (articles R2162-2 et R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques dont le nombre maximum d'attributaires est de 4 par lot sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

1.3. Allotissement et montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est décomposé en 3 (trois) lots définis comme suit :

N° lot	Intitulé du lot	Montant maximum
Lot 1	Production de données par photo-interprétation diachronique pour le Registre parcellaire graphique (RPG)	1 000 000 €
Lot 2	Production de données d'OCS GE à partir d'un millésime déjà existant	7 000 000 €
Lot 3	Production de données par photo-interprétation d'images aériennes ou spatiales génériques	1 000 000 €

1.4. Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes de 12 mois chacune. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser 4 ans.

En cas de non reconduction, l'IGN informe les attributaires trois mois au moins avant l'échéance de la *GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP*

période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre multi-attributaire sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, **propre à chaque lot** ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1.1 – Référentiel RPG Métropole et DROM (lot 1)
 - Annexe 1.2 – Délais RPG (lot 1)
 - Annexe 2.1 – Référentiel OCS GE Métropole et DROM (lot 2)
 - Annexe 2.2 – Délais OCS GE (lot 2)
 - Annexe 3.1 – Annotations spécifications OCS GE (lot 3)
 - Annexe 3.2 – Annotations détection de changement (lot 3)

dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;

3. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (**CCAG-TIC**) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu des prestataires, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
4. L'offre technique du titulaire ;
5. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les pièces constitutives de chaque commande sont, par ordre de priorité décroissante:

1. Les documents contractuels régissant l'accord-cadre énumérés ci-dessus ;
2. Le bon de commande de l'IGN ;
3. L'avis d'accusé réception du bon de commande par le titulaire par messagerie électronique

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissante :

1. Les documents contractuels régissant l'accord-cadre énumérés plus haut ;
2. L'acte d'engagement du titulaire du marché subséquent ;
3. La lettre de consultation comprenant le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre au marché subséquent ainsi que ses éventuelles annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
4. L'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'État, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte ;
5. L'offre technique et financière du titulaire ;

6. Toutes autres pièces particulières contractuelles réclamées au stade de la passation ou de l'exécution du marché subséquent.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 3 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1. Etendue

Pour la production du RPG (lot 1), l'IGN conservera ses capacités internes de production et n'aura pas recours à cet accord-cadre pour plus de 5 départements par campagne.

Pour la production de l'OCS GE (lot 2), l'IGN vise à produire des données d'OCS GE sur environ 1/3 du territoire national par an. La quasi totalité de la production est réalisée à travers cet accord-cadre.

Pour les bons de commande, les surfaces minimums à traiter par le prestataire seront :

- Pour le lot 1, d'une surface minimale d'un (1) département et sans superficie maximale. Toutefois, dans sa réponse, le prestataire devra démontrer que ses capacités de production peuvent être dimensionnées avec la possibilité de traiter au minimum 5 départements par an.

Pour les marchés subséquents, les surfaces minimums à traiter par le prestataire seront :

- Pour le lot 2, d'une surface minimale d'un (1) département et sans superficie maximale. Toutefois, dans sa réponse, le prestataire devra démontrer que ses capacités de production peuvent être dimensionnées avec la possibilité de traiter au minimum 15 départements par an.
- Pour le lot 3, aucune surface minimale ne peut être précisée. En cas de saisie d'annotation, la taille minimale à annoter pour avoir une représentativité sur le territoire national est de 200km². En cas de photo-interprétation dans le but de produire des données à couverture nationale, l'échelle de travail sera le plus souvent l'échelle du département.

3.2. Modalités de répartition et d'attribution des bons de commande (lot 1)

3.2.1. Attribution des bons de commande selon la méthode dite “en cascade”

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les bons de commande sont passés sans remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon la méthode de l'attribution en cascade.

La méthode d'attribution des bons de commande en cascade consiste à contacter en premier l'opérateur économique dont l'offre a été classé en première position lors de l'attribution de l'accord-cadre. Ce titulaire classé au rang un dispose d'un délai de 48h pour indiquer s'il souhaite et est en capacité de répondre favorablement à la demande de travaux de l'IGN dans les délais impartis.

A défaut de réponse positif passé ce délai ou dans le cas où le titulaire classé au rang un aurait en cours un bon de commande dont l'une des livraisons est actuellement en retard par rapport au calendrier prévu, l'IGN contacte le titulaire classé en seconde position lors de l'attribution de l'accord-cadre qui dispose également de 48h pour accepter ou refuser le bon de commande.

A défaut de réponse positif passé ce délai ou dans le cas où le titulaire classé au rang deux aurait en cours un bon de commande dont l'une des livraisons est actuellement en retard par rapport au calendrier prévu, l'IGN contacte le titulaire classé en troisième position lors de l'attribution de l'accord-cadre qui dispose également de 48h pour accepter ou refuser le bon de commande.

3.2.2. Contenu des bons de commande (lot 1)

Les bons de commande relatifs à la production de données pour le RGP comporteront les indications suivantes :

- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La date de la commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- L'objet détaillé des prestations commandées (nature des prestations, zone(s) concernée(s), superficie des zones à produire, volume...) ;
- Les délais fixés en annexe 1.2 par les titulaires de l'accord-cadre pour la production d'un département selon sa typologie « type 0 à type 4 » ;
- Les éventuelles modalités particulières d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxes du bon de commande (il est égal au prix unitaire fixé par l'accord-cadre selon la typologie du département multiplié par la surface en km² à traiter) ;
- Le N° de la TVA intracommunautaire du titulaire.

3.2.3. Durée des bons de commande

Chaque bon de commande dure de la notification par l'IGN à la validation par l'IGN de l'acceptation finale des données.

La passation de bons de commande sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut excéder douze mois à compter de la date d'achèvement de l'accord-cadre.

3.3. Modalités d'attribution et d'exécution des marchés subséquents (lots 2 et 3)

3.3.1. Modalités générales

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

3.3.2. Modalités de remise en concurrence

Les marchés subséquents sont conclus dans les conditions fixées à l'article R. 2162-10 du code de la commande publique.

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents sont passés après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

La remise en concurrence est organisée en tant que de besoin.

À chaque remise en concurrence, l'IGN transmettra simultanément aux titulaires de l'accord-cadre, par voie électronique, une lettre de consultation accompagnée d'un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifique et de tout autre document utile.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque remise en concurrence en vue de la passation des marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre.

Les conditions des remises en concurrence seront définies dans la lettre de consultation afférente à chaque marché subséquent (mode de transmission et date limite de remise des offres, etc.).

Tout titulaire qui est dans l'incapacité ponctuelle de déposer une offre pour un marché subséquent doit en avvertir l'IGN en justifiant les motifs de sa non-participation.

3.3.3. Critères de sélection des offres

Les offres des soumissionnaires seront considérées comme recevables à condition de n'être ni irrégulières ni inacceptables ni inappropriées. Toutefois, pour ce qui est des offres irrégulières, l'IGN pourra, s'il le souhaite, demander aux soumissionnaires concernés de régulariser les éléments régularisables de leur offre.

Les offres recevables seront ensuite examinées et jugées au regard des éléments de réponse figurant dans l'offre technique et financière des soumissionnaires, en fonction des critères d'attribution notés sur 100 points et pondérés de la manière suivante.

Les critères d'attribution énoncés ci-après des marchés subséquents sont pondérés selon les fourchettes de pondération suivantes :

- **Valeur technique** : 30 à 50 points
- **Prix global (établi sur la base des prix unitaires proposés)** : 30 à 50 points
- **Délai maximal de production** : 20 à 40 points

La pondération de chaque critère est précisée dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Les soumissionnaires sont notés en fonction de leurs propositions sur chacun des critères mentionnés ci-dessus.

Le soumissionnaire retenu est celui qui a obtenu la note globale la plus élevée.

3.3.4. Forme des marchés subséquents

Chaque marché subséquent pourra faire l'objet d'un ou plusieurs lots.

Si un marché est alloti, les titulaires de l'accord-cadre doivent présenter une offre pour l'ensemble des lots.

3.3.5. Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera déterminée lors des remises en concurrence.

La notification des marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

3.3.6. Montants des marchés subséquents

Pour le lot 2, le montant maximal sera évalué au regard de la surface à traiter pour chaque département dans le cadre du marché subséquent et du « prix plafond » fixé par le présent accord-cadre.

Pour le lot 3, un montant maximal pourra être fixé en fonction de la spécificité des données à produire pour chaque marché subséquent.

3.3.7. Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont exécutés dans les conditions fixées à l'article R. 2162-8 du code de la commande publique. Ils sont ainsi exécutés par l'émission de bons de commande lors de la survenance du besoin.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché subséquent auquel ils se rattachent.

Aucune prestation ne peut être exécutée si elle n'est pas prescrite par un bon de commande notifié au préalable.

Les personnes de l'IGN habilitées à signer les bons de commande sont le Directeur Général et toute personne bénéficiant de sa délégation de signature en matière financière.

Ils sont adressés, pour notification, scannés, au titulaire du marché subséquent par messagerie électronique avec demande d'avis de réception.

Le ou les délais d'exécution des prestations sont fixés de façon spécifique dans chaque bon de commande.

La date d'envoi du courriel IGN portant notification du bon de commande constitue la date de notification de ce bon.

3.3.8. Contenu des bons de commande des marchés subséquents (lots 2 et 3)

Les bons de commande relatifs aux marchés subséquents comporteront les indications suivantes :

- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La date de la commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre auquel le marché subséquent se rattache ;
- Le numéro de marché subséquent ;
- L'objet détaillé des prestations commandées (nature des prestations, zone(s) concernée(s), superficie des zones à produire, volume...) ;
- Pour le lot 2, le délai fixé en annexe 2.2 par les titulaires de l'accord-cadre pour la production d'un département dans le cadre de l'OCS GE
- Pour le lot 3, le(s) délai(s) fixé(s) dans l'offre des titulaires de l'accord-cadre au regard du type de production à réaliser ;
- Les éventuelles modalités particulières d'exécution des prestations et les éventuelles pénalités associées ;
- Le montant hors taxes du bon de commande (il est égal au prix unitaire fixé par l'accord-cadre multiplié par la surface en km² à traiter) ;
- Le N° de la TVA intracommunautaire du titulaire.

ARTICLE 4 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Soucieux de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'IGN intègre dans le présent CCP des dispositions environnementales. À ce titre, les titulaires de l'accord-cadre mettent en place une politique de Green IT permettant de réduire leur empreinte environnementale du numérique dans le cadre de l'exécution du contrat. Ils rendent compte, à la demande de l'administration, des bonnes pratiques d'utilisation et de gestion des ressources numériques notamment en matière :

- d'hébergement et de tri de leurs données ;
- d'hébergement de leur plateforme de consultation en ligne ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

5.1. Pour le lot 1

5.1.1. Travaux attendus

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

Il s'agit de produire, par photo-interprétation diachronique sur des images de la BD Ortho (ou Ortho Express ou similaire) IRC et RVB d'une résolution spatiale de 20 cm généralement, des points de signalements permettant d'identifier les besoins de mise à jour et de mise à niveau des surfaces non agricoles (SNA), zones de densité homogènes (ZDH) et/ou d'îlots sur des orthophotographies récentes par rapport aux orthophotographies antérieures (le plus souvent, il y a 3 ans d'écart entre les 2 orthophotographies) et aux bases de données (SNA, ZDH et îlots) déjà existantes.

Les signalements à positionner sont de 5 types (chaque signalement ne peut avoir qu'un seul type) :

- Apparu,
- Disparu,
- Mise à niveau,
- Prorata,
- Recalage

Les signalements de mise à jour concernent chaque évolution constatée entre les deux versions d'orthophotographies et non déjà prise en compte dans la couche des SNA ou des ZDH : un point de signalement est saisi, portant une information sur le type d'évolution (« Apparu » ou « Disparu »).

Les signalements de mise à niveau concernent des incohérences sur les SNA ou ZDH, constatées dans les deux versions d'orthophotographies et non déjà prise en compte dans la couche des SNA ou des ZDH : un point de signalement est saisi, portant une information sur le type d'évolution (« Mise à niveau » pour signaler une incohérence sur de géométrie ou de type sur une SNA et « Prorata » si la modification impacte également la densité de la ZDH).

Les incohérences géométriques de SNA avec l'orthophotographie font l'objet de signalement, seulement si elles sont conséquentes. Une SNA peut faire l'objet de plusieurs points de signalement si elle recouvre plusieurs îlots et qu'elle a évolué dans plusieurs de ces îlots.

Finalement, les mises à niveau et les mises à jour des contours des îlots doivent s'appuyer sur les contours d'une surface non admissible déjà tracée ou à tracer. Dans ces cas, un signalement de « recalage » seul doit être placé. Le signalement de « recalage » identifie à la fois le besoin de recalage de l'îlot et la modification ou ajout de la SNA si besoin. Par conséquent et par convention/habitude un signalement de « recalage » est accompagné d'un signalement de SNA « Apparu » lorsque le recalage est nécessaire sur les 2 orthophotographies et le signalement de « recalage » est seul si le recalage de l'îlot est rendu nécessaire par une évolution du territoire entre les deux dates des orthophotographies aériennes.

5.1.2. Livrables

Les données produites seront fournies département par département.

Les données livrées sont attendues sous la forme de couches d'informations géographiques au format shape en Lambert 93 dans le même modèle de données précisé plus bas.

En conséquence, doivent être fournis à minima, pour chaque couche :

- Un fichier .shp,
- Un fichier .dbf,
- Un fichier .prj,
- Un fichier .shx

Chaque livraison devra être accompagnée d'un rapport de production indiquant les cas particuliers rencontrés, les spécificités du territoire ayant demandé des éclaircissements et le bilan des contrôles internes effectués par le titulaire.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé (le plus souvent un ftp mis à disposition par l'IGN). Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Les points de signalement sont des objets ponctuels. La structure des points de signalement est donnée ci-dessous à titre indicatif, et est susceptible d'ajustement :

Nom	Définition	Type	saisie	Format/liste de valeurs
Id	Identifiant unique d'un signalement	Caractère (13)	Obligatoire	DDD_NNNNNNNNN DDD = Numéro du département NNNNNNNNN = Numéro
Theme	Permet de classer les signalements selon une typologie d'erreur	Caractère (50)	Obligatoire	Apparu Disparu Man (pour mise à niveau) Prorata Recal1 (pour recalage)
Dat_saisie	Date de saisie du signalement	Date	Automatique	AAAA
Ann_ortho	Année de référence de l'orthophotographie la plus récente utilisée pour la photo-interprétation	Caractère (4)	Obligatoire	AAAA

5.1.3. Spécifications détaillées

Les spécifications détaillées du produit RPG sont décrites en annexe 1.1.

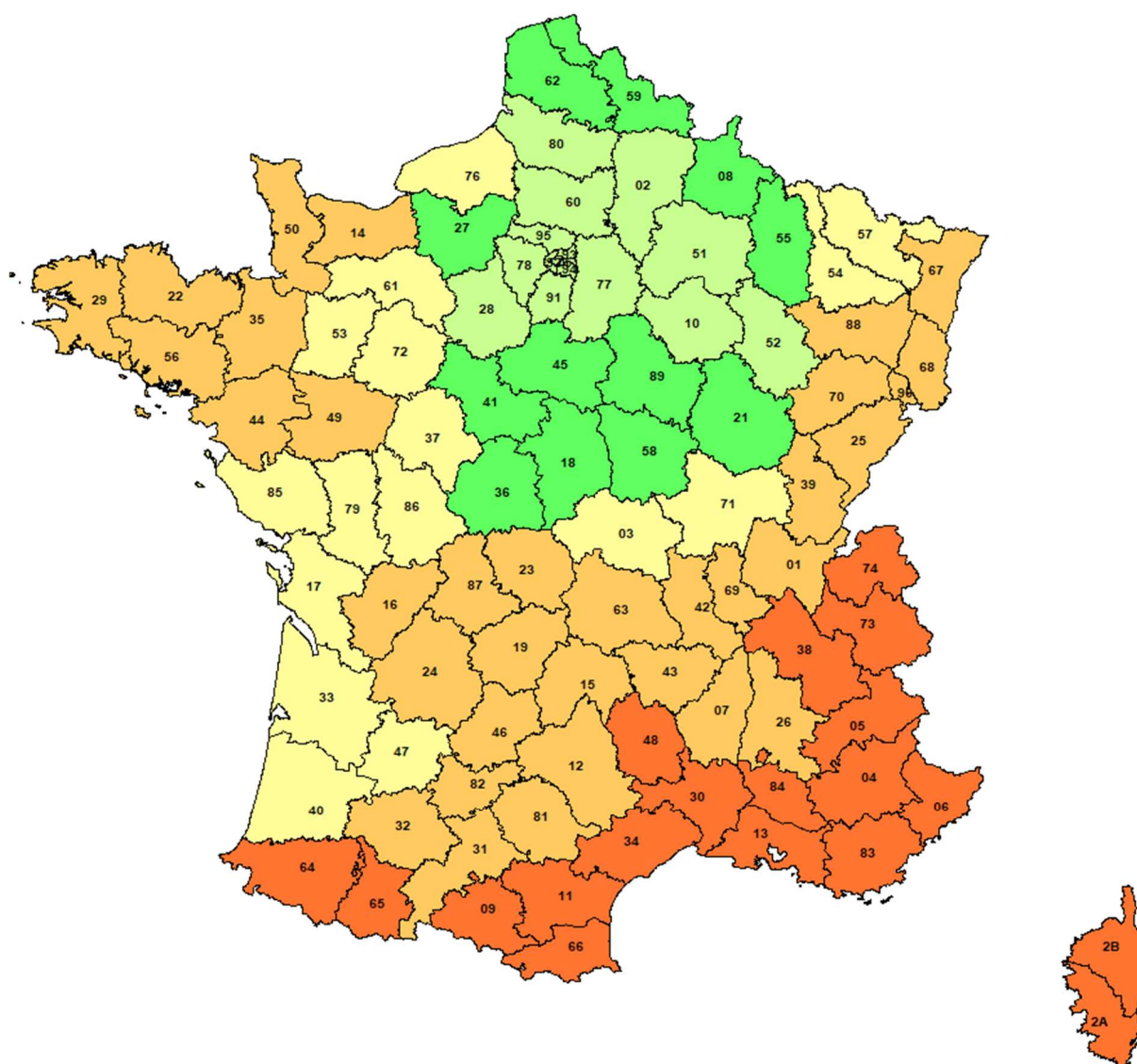
5.1.4. Spécificités départementales

Il est évident que la productivité en photo-interprétation est différente selon que l'on traite les plaines agricoles de la Picardie ou plus fragmentés et complexes à interpréter en Corse.

Fort de son expérience sur la production du RPG, l'IGN a pu classer les différents départements en fonction du niveau de difficulté pour le traitement des données agricoles. A toute fin utile, cette distinction

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

est communiquée ici :



Les productivités constatées à l'IGN sont aussi indiquées pour permettre aux titulaires d'avoir une idée des écarts de productivités. Les chiffres présentés ci-dessous sont un retour d'expérience de l'IGN, ces données restent indicatives :

Type de département	Productivité (km ² /h)
0	13
1	9
2	7
3	4
4	5

Les surfaces approximatives de chaque département sont indiquées ici :

Num. dép.	Surf. Ilots agricoles (km ²)
01	2494
02	4914
03	4821
04	2981,87
05	2627
06	879
07	1434
08	3080
09	2598
10	3672
11	2529
12	5132
13	1580
14	3669
15	3549
16	3541
17	4205,28
18	4280
19	2212,91
21	4463,54
22	4295
23	3155
24	2925,58
25	2247
26	2232
27	3626
28	4440
29	3736
30	1837
31	3524
32	4488
33	1957,38
34	2035,75
35	4384
36	4452
37	3306
38	2975
39	1929
40	2072
41	2798,34
42	2309
43	2325
44	4077
45	3503
46	2376
47	2676,11
48	3057

49	4460
50	4202
51	5332
52	3195
53	3875
54	2719
55	3348
56	3654
57	3159
58	3646,21
59	3432
60	3625
61	4008
62	4494
63	3966
64	4216
65	2586
66	1596
67	1911,31
68	1310,83
69	1258
70	2343
71	5039
72	3655
73	1905
74	1361
76	3914
77	3295
78	862
79	4452,4
80	4594
81	2968
82	2119
83	1220
84	1171,47
85	4665
86	4627
87	2838
88	2203
89	4112,51
90	186
91	833
93	5,13
94	7,14
95	562
2A	1180
2B	1908

Il est à noter que le périmètre d'accord-cadre ne porte pas, pour ce lot, sur les DROM qui sont des départements trop spécifiques et trop petits (en termes de surface agricole) pour envisager une externalisation de leur production.

5.2. Pour le lot 2

5.2.1. Travaux attendus

Il s'agit de produire par photo-interprétation (à l'aide de la BD Ortho RVB et/ou IRC (ou d'un produit similaire : Ortho express, images Pléiades Néo) à une résolution spatiale le plus souvent de 20cm) un nouveau millésime d'OCS GE à partir d'un millésime déjà produit. Le postulat sous-jacent à la mise à jour du produit OCS GE est qu'à défaut de changement clairement identifié et dans les spécifications aucun changement n'est à effectuer. Sous ce postulat, l'IGN pré-calcule à l'aide d'un processus s'appuyant sur le *deep learning* et le croisement avec les bases de données vecteur disponibles, un millésime de mise à jour brut ainsi qu'un jeu de zones potentiellement évolutives (alertes). Il fournit également les données OCS GE du millésime précédent.

Une fois ces données transmises, il s'agit d'analyser ces zones évolutives surfaciques et, si nécessaire, faire évoluer les données d'OCS GE selon les spécifications afin de produire le nouveau millésime d'OCS GE.

Le millésime précédent n'est plus à faire évoluer mais, si des mises à niveau sur ce millésime sont à réaliser, elles doivent être traitées comme des mises à jour (ie intégrées dans le millésime en cours de traitement) en précisant dans l'attribut prévu à cet effet qu'il s'agit d'une mise à niveau et non d'une mise à jour.

Caractéristiques du produit OCSGE :

- Les spécifications s'appuient pour l'essentiel sur les prescriptions nationale élaborées dans le cadre de la commission données du CNIG,
- La couche OCS GE doit être compatible avec le RGE (référentiel à grande échelle),
- La couche OCS GE constitue une partition surfacique topologique totale du territoire. A l'intérieur des zones à produire, elle ne comporte ni trou ni superposition entre les surfaces qui la composent. Les objets qui composent la couche sont uniques, ils ne comportent pas de points doubles, d'auto-intersectants, de papillons, ni de pointes.
- La nomenclature est celle définie dans les spécifications jointes,
- Les seuils de surface sont différents selon que le terrain est en « zone construite » ou en dehors. La zone construite est la zone qui englobe les zones bâties et leur environnement proche. La surface minimale des zones bâties est de 200 m². Les surfaces minimales à représenter sont de 500 m² pour les autres surfaces anthropisées. Les surfaces minimales à représenter sont de 500 m² pour les autres éléments s'ils se trouvent inclus dans la zone construite et 2500 m² (1/4 ha) en dehors. Pour l'usage sylvicole, la surface minimale est de 5000 m². Des seuils linéaires de longueur et/ou largeur sont également définis pour certaines classes et sont alors indiqués dans le document de spécifications. Ils sont généralement de 10 m et sont abaissés à 5 m pour les éléments de réseaux. Le non-respect strict des seuils de largeur pouvant se justifier dans le cas d'un rétrécissement partiel et mineur de l'objet, ces derniers pourront être tolérés au cas par cas.
- Les objets respectent des règles logiques (non adjacence de polygones de même couverture, usage et mise à jour – hors cas décrit de l'ossature, respect des UMI, remplissage systématique des attributs CS et US, cohérence entre les valeurs d'US et de CS),

Seuils applicables pour la mise à jour :

- Une évolution MàN ou MàJ de type *recalage géométrique* n'est justifiée que si elle porte sur au moins 5m d'écart sur au moins 10m de long.

- Une évolution *MàN* conduisant à l'ajout, la suppression ou la modification d'au moins un objet de l'OCS n'est justifiée que si les seuils (UMI) sont respectés.
- Une évolution *MàJ* conduisant à l'ajout, la suppression ou la modification d'au moins un objet de l'OCS n'est justifiée que si les seuils (UMI) sont respectés.

La différenciation des *MàJ* et des *MàN* est capitale afin de ne pas engendrer de « faux flux d'évolutions » dans le produit final.

La couche finale sera constituée de polygones renseignés en couverture et usage du sol. Ces polygones sont à contrôler et à compléter ou à corriger si nécessaire par le titulaire uniquement sur les zones alertées par l'IGN : actualisation et complément d'information en géométrie ou en sémantique pour atteindre la conformité au référentiel image, seule référence de l'OCS GE, et le respect des spécifications de l'OCS GE.

5.2.2. Livrables

Les données produites seront fournies département par département.

Les données livrées sont attendues sous la forme de couches d'informations géographiques au format shape en Lambert 93 (pour les départements métropolitains ou dans un autre système de coordonnées précisé au cas par cas pour les DROM) dans le même modèle de données précisé plus bas.

En conséquence, doivent être fournis à minima, pour chaque couche :

- Un fichier .shp,
- Un fichier .dbf,
- Un fichier .prj,
- Un fichier .shx

Chaque livraison effectuée par le titulaire contiendra les fichiers suivants :

- Un rapport de production indiquant les cas particuliers rencontrés, les spécificités du territoire ayant demandé des éclaircissements et le bilan des contrôles internes effectués par le titulaire.
- Les points d'intervention sur l'ossature au titre de la mise à jour en fichier shape sous le nom OCSGE_dep_<millésime>_ossature_MAJ.
- La couche de l'occupation du sol du millésime mis à jour sous le nom OCSGE_dep_<millésime>_MAJ. La structure des données de cette couche livrée par le titulaire doit rester identique à celle des données initiales fournies par l'IGN.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé (le plus souvent un ftp mis à disposition par l'IGN). Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

5.2.3. Spécifications détaillées

En plus des spécifications du produit OCS GE qui sont fournies en annexe 2.1, une base de connaissance pour la photo-interprétation de l'OCS GE est entretenue par l'IGN. [Elle est accessible en ligne ici](#) (base Notion). Les candidats peuvent contacter l'IGN pour qu'il lui fournisse des identifiants de connexion à cette plateforme pendant la consultation.

Les règles de géométrie, de topologie, les seuils minima d'intérêt et la nomenclature retenue sont ceux présentés dans les différents documents cités plus haut. Cependant, trois contraintes de production sont à prendre en compte avec la plus grande attention :

5.2.4. Ossature

L'ossature permet de créer une trame structurante du territoire sur laquelle viennent s'appuyer les polygones d'occupation du sol. Cette trame est construite à l'aide des réseaux routiers principaux et des réseaux ferrés en services (source des données : BD Topo). Les objets matérialisant l'ossature sont fournis par l'IGN (attribut ossature = 1) en début de chantier et sont considérés comme relativement stables dans le temps. Les modifications doivent donc être tracées par le titulaire.

Les surfaces de l'ossature sont des surfaces d'occupation du sol avec une valeur de couverture du sol et d'usage du sol, elles sont distinguées des autres polygones par une valeur d'attribut dédié (« Ossature »). Les objets de l'ossature n'ont pas de seuils UMI. En effet, afin de conserver un lien entre la source BD Topo et les objets de l'ossature, chaque objet de l'ossature correspond à un seul objet de la BD Topo.

Chaque objet a donc un triplé d'informations d'occupation : couverture, usage et appartenance à l'ossature.

5.2.5. Zone construite

A l'intérieur de la zone construite, les UMI sont différentes d'en dehors de la zone construite.

La zone construite est une notion importante pour l'OCS GE englobant les zones bâties et leur environnement proche. Elle permet de focaliser sur des zones évolutives, donc à enjeu d'un point de vue de l'aménagement du territoire, et de distinguer les espaces construits, définis sur une base bâtie, des terrains naturels, agricoles, forestiers et espaces aménagés isolés non bâtis. C'est pour cela que l'OCS GE propose des seuils plus fins en zone dite construite qu'en dehors.

5.2.6. Différentiation des US2, US3 ET US5

Par dérogation aux spécifications techniques précisées dans l'accord cadre, il est demandé aux titulaires de faire la différenciation, **lorsque c'est possible** entre les US2, US3 et US5. Lorsque cette différenciation n'est pas possible, l'utilisation du code générique US235 reste possible.

5.3. Pour le lot 3

Les spécifications et les travaux attendus seront détaillées à chaque marché subséquent. A titre d'exemple et c'est cet exemple qui fera référence pour l'offre dans le cadre du présent accord-cadre, il pourrait s'agir de produire des annotations pour entraîner un modèle permettant de détecter les haies (cf. annexe 3 « annotations-specs-OCSGE » et annexe 4 « annotations-détection de changement » pour plus d'informations sur les spécifications).

6.1. Pour le lot 1

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à respecter les délais fixés dans leur offre (cf. annexe 1.2) si ceux-ci sont inférieurs aux délais maximums fixés par l'IGN ou à respecter les délais maximums fixés par l'IGN pour le présent accord-cadre.

6.1.1. Livraison initiale

Pour ce lot 1, les délais maximums de production seront de 14 jours ouvrés à partir de la livraison par l'IGN des données pour la production d'un département.

Les soumissionnaires peuvent s'engager à un délai de production plus court. Dans ce cas, c'est ce délai qui sera pris comme référence pour l'ensemble des bons de commande attribués à ce soumissionnaire.

6.1.2. Délais de reprise

Dans le cas où une des livraisons devait faire l'objet d'une seconde livraison (suite à une VSR non validée par exemple), le titulaire doit la fournir dans un délai de 7 jours ouvrés une fois la notification du refus de la livraison par l'IGN. Si toutefois la première livraison était intervenue plus tôt que la date fixée dans l'accord-cadre, le nombre de jours d'avance pris sur la première livraison vient s'ajouter au délai de livraison de la seconde.

6.2. Pour le lot 2

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à respecter les délais fixés dans leur offre (cf. annexe 2.2) si ceux-ci sont inférieurs aux délais maximums fixés par l'IGN ou à respecter les délais maximums fixés par l'IGN pour le présent accord-cadre.

6.2.1. Livraison initiale

Pour ce lot 2, les délais maximums de production seront de 30 jours ouvrés à partir de la livraison par l'IGN des données pour la production d'un département.

6.2.2. Délais de reprise

Dans le cas où une des livraisons devait faire l'objet d'une seconde livraison (suite à une VSR non validée par exemple), le titulaire doit la fournir dans un délai de 10 jours ouvrés une fois la notification du refus de la livraison par l'IGN. Si toutefois la première livraison était intervenue plus tôt que la date fixée dans l'accord-cadre, le nombre de jours d'avance pris sur la première livraison vient s'ajouter au délai de livraison de la seconde.

6.3. Pour le lot 3

Pour ce lot, les délais de production ainsi que ceux de reprise seront fixés dans le cadre des marchés subséquents.

ARTICLE 7 – SUIVI ET REPORTING

Le titulaire aura en charge de mettre en place des outils de suivi de projet. Il participera aux réunions de suivi de contrat. Elles auront principalement lieu à Saint-Mandé dans les locaux de l'IGN. Néanmoins, la visioconférence pourra être envisagée.

Le titulaire élaborera un tableau de bord comportant entre autres un échéancier et des indicateurs validés par l'IGN.

Des spécifications complémentaires ou des corrections pourront être précisées par l'IGN dans le cadre de marchés subséquents.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

L'IGN désignera un responsable pour suivre la livraison et les opérations de vérification des données.

8.1. Vérification des résultats

8.1.1. Vérification des livraisons

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-TIC, la vérification porte sur les éléments fournis, la structuration et le contenu des fichiers préalablement au lancement de toute évaluation. En cas d'anomalie, une nouvelle livraison est demandée immédiatement. Elle ne fait pas l'objet de notification formelle. Les échanges se font au moyen de l'outil de suivi de la production, à défaut par courriel.

8.1.2. Vérification des données livrées (VSR)

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-TIC, les opérations de vérification des prestations réalisées par le titulaire sont effectuées à chaque étape de production par l'IGN. En cas de conformité aux exigences techniques, l'IGN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés.

Une période dite de « vérification de service régulier » (VSR) débute une fois la validation de la livraison faite, elle a pour but de constater que les données respectent bien l'ensemble des spécifications du CCTP demandées par l'IGN. La durée de cette période de VSR est de 20 jours maximum en l'absence d'indication

autre dans le CCTP du marché subséquent et sauf information contraire de l'IGN. Les CCTP des marchés subséquents peuvent fixer un délai différent.

Les CCTP des marchés subséquents pourront préciser un ensemble de contrôles réalisés lors de la VSR. Cet ensemble de contrôles n'exclut pas la réalisation d'autres contrôles non décrits, ayant aussi pour but de vérifier l'adéquation des données aux spécifications du CCTP.

Si la VSR est positive, l'IGN notifie au titulaire une décision d'admission des prestations.

Si les vérifications sont négatives, l'IGN notifie une décision d'ajournement au titulaire qui disposera de 12 jours ouvrés pour procéder à une nouvelle livraison des données, après avoir pris à sa charge la correction des erreurs relevées. L'IGN disposera à nouveau de 20 jours maximum suivant la date de livraison des fichiers corrigés pour réaliser la VSR.

Les seuils qualité pour les lots 1 et les lots 2 sont fixés (sauf mention contraire dans le CCTP des marchés subséquents pour le lot 2) :

- Pour le lot 1 : le taux d'accord (ie exhaustivité) attendu à la suite du contrôle est de minimum 95% et le taux de déficit attendu est de maximum 5%. Le contrôle est réalisé de manière systématique du respectivement 5% des signalements et 5% des ilots agricoles tirés au hasard.
- Pour le lot 2 : le taux d'accord attendu sur les évolutions effectuées est de 95% et le taux de déficit attendu est de maximum 5%.
 - Pour le taux d'accord, le contrôle est réalisé sur des objets ayant été modifiés. Le tirage est réalisé par classe d'objet (d'usage et de couverture) pour déterminer le taux d'accord sémantique. Il est réalisé par tirage d'objets linéaires qui constituent la zone construite (calculé par l'IGN à partir des données livrées) pour déterminer le taux d'accord géométrique.
 - Pour le taux de déficit, le contrôle est réalisé sur des objets non modifiés mais présents dans les zones alertes par l'IGN.

Si, après ajournement, les imperfections demeurent, l'IGN se réserve le droit d'exercer l'une des trois options suivantes :

- soit l'IGN notifie au titulaire une décision d'admission avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- soit l'IGN notifie une décision de rejet définitif du bloc connexe de données au titulaire qui devra reprendre l'ensemble de la prestation (l'IGN disposera à nouveau de trois mois maximum après la date de livraison des fichiers pour réaliser la VSR). Dans ce dernier cas, toute journée supplémentaire à compter de la notification du rejet sera considérée comme jour de retard ; l'IGN appliquera donc les pénalités prévues à l'article 8 ;
- soit il notifie au titulaire la résiliation du marché à ses torts.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

8.2. Exigence d'assurance des résultats

Toute itération (demandes de reprises répétées) non justifiée du contrôle des produits par les opérations de vérification pourra entraîner des pénalités au bénéfice de l'IGN. Ces itérations peuvent être dues à des dérives de maîtrise des formats, des dépassements de tolérance non maîtrisés (et en particulier non annoncés), des cumuls de défauts, une absence de prise en compte des demandes de reprises, une absence de prise en compte des observations dans les fournitures reprises ou les fournitures suivantes.

Le contrôle des productions peut entraîner des examens de méthodes et d'outils du processus de production décrits.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1. Principes généraux

La monnaie de référence de l'accord-cadre est l'euro.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires et révisables pour les lots 1 et 2. Pour le lot 2, les titulaires s'engagent à ne pas dépasser le prix « **plafond** » indiqué dans le bordereau des prix unitaires pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour le lot 3, les prix seront fixés à chaque consultation.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires,
- la cession à titre exclusif des droits d'exploitation des résultats de la prestation,
- les frais de déplacement et de bouche liés aux réunions de quelque nature que ce soit.

9.2. Variation des prix de l'accord-cadre et indexation

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **MAI 2025**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0).

Pour le lot 1, les prix sont fermes durant la première année de l'accord-cadre, puis révisables à la date anniversaire du contrat. Les prix sont indiqués en €/km². La surface de référence est la surface d'ilots agricoles à photo-interpréter de manière diachronique.

Pour le lot 2, le prix « **plafond** » est ferme durant la première année de l'accord-cadre, puis révisable à la date anniversaire du contrat. Le prix est indiqué en €/km². La surface de référence est la surface totale à GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

traiter (et ce, même si pour une majorité de la surface à mettre à jour, aucune action ne sera à réaliser : il est donc important d'adapter le prix proposé en tenant compte du fait qu'en moyenne, moins de 5% de la surface du département est mise à jour).

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (S/S_0)$$

Dans laquelle :

Pour le lot 1 (*exécution du contrat par l'émission de bons de commande*)

P : prix révisé HT

P₀ : prix initial HT

S : valeur disponible de l'indice SYNTEC à la date de révision

S₀ : valeur disponible de l'indice SYNTEC à la date de remise des offres

Pour le lot 2 (*exécution du contrat par la conclusion de marchés subséquents*)

P : prix plafond révisé HT

P₀ : prix plafond initial HT

S : valeur disponible de l'indice SYNTEC à la date de révision

S₀ : valeur disponible de l'indice SYNTEC à la date de remise des offres

Indice de référence : <https://www.syntec.fr/>

Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.

Les titulaires sont tenus de communiquer à l'IGN au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix révisés ainsi que leur mode de calcul. A défaut d'information, le paiement des prestations s'effectuera sur la base des anciens prix qui seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par l'IGN des nouveaux prix unitaires. Il n'y aura pas d'effet rétroactif sur la révision des prix.

Clause de réexamen : En cours d'exécution du marché, les titulaires des lots 1 et 2 peuvent demander, s'ils estiment que des difficultés techniques substantielles et/ou structurelles liées aux caractéristiques des prestations demandées justifient une augmentation des prix fixés dans l'accord-cadre, à ce que les prix soient revus à la hausse. Dans ce cas, les titulaires devront présenter une note technique pour justifier de l'évolution des tarifs. L'évolution des prix pourra être validée par l'IGN si elle paraît justifiée.

Pour le lot 3 (*exécution du contrat par la conclusion de marchés subséquents*)

Les modalités de variation des prix seront définies dans la lettre de consultation pour chaque marché
GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

subséquent au regard de la durée de celui-ci. Il est à préciser que le devis-type demandé dans l'accord-cadre sert essentiellement à l'analyse des offres. Néanmoins, les soumissionnaires sont tenus de proposer dans ce devis des prix cohérents pour des prestations qui peuvent être potentiellement demandées par l'IGN durant l'exécution de l'accord-cadre.

9.3. Variation des prix des marchés subséquents

Pour le lot 2

Sur la base de prestations similaires à celles définies dans l'accord-cadre, les prix ne peuvent pas dépasser le prix plafond fixé par le présent accord-cadre (hors révisions annuelles).

Il est entendu que les conditions sont valables sauf si des soumissionnaires estiment que des difficultés techniques substantielles liées aux caractéristiques des prestations demandées justifient une augmentation. Ces soumissionnaires devront alors produire, dans leur offre technique, un argumentaire justifiant la majoration des prix (cf. article 9.2 du présent CCP).

Les prix unitaires des marchés subséquents sont ceux figurant dans l'offre financière des titulaires des marchés dans la limite du prix plafond fixé dans l'accord-cadre.

Pour le lot 3

Les prix sont fixés par les soumissionnaires en tenant compte des spécifications soumises par l'IGN dans le cadre de chaque marché subséquent.

Les prix unitaires de ces marchés subséquents sont ceux figurant dans l'offre financière des titulaires des marchés.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Demande de paiement

Le règlement des sommes dues aux titulaires en exécution d'une commande (lot 1) ou d'un marché subséquent (lots 2 et 3) est subordonné à la transmission préalable par ceux-ci d'une facture valant demande de paiement.

■ Facturation

Les titulaires adressent les factures de leurs prestations lorsque l'admission (ou service fait) est prononcée.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,

- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

■ Modalités de paiement

Le paiement s'effectue à terme échu suivant les règles de la comptabilité publique par virement administrative. Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

Pour le lot 1, au titre du présent accord-cadre, les titulaires peuvent prétendre au versement d'une avance dans les conditions définies par l'article R2191-16 du code de la commande publique.

Pour les lots 2 et 3, chaque marché subséquent ouvre droit au versement d'une avance de 20 % dans les conditions prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Il est à noter que, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est de 20% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Les titulaires de l'accord-cadre peuvent refuser le versement de l'avance en indiquant expressément leur renoncement dans la rubrique ad hoc de leur acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions de l'article R2191-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues aux articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Les titulaires de l'accord-cadre sont informés par l'acheteur de la modification du contrat ou ils informent l'acheteur de la nécessité de modifier le contrat. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant.

Ces modifications concernent notamment les points suivants :

- ✓ La clause de variations des prix dans les circonstances prévues à l'article 9.2 du présent cahier des clauses particulières pour les lots 1 et 2
- ✓ Des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues
- ✓ La substitution d'un nouveau titulaire à un titulaire initial de l'accord-cadre
- ✓ La notification de prix nouveaux

ARTICLE 12 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement des délais maximums de livraison fixés par l'IGN à l'article 6 du présent CCP pour la production d'un département, les titulaires de l'accord-cadre encourent des pénalités calculées par application de la formule suivante :

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - CCP

$$P = \frac{V * R}{200}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités de retard

V = prix initial du bon de commande (lot 1) ou du marché subséquent (lots 2 et 3) concerné

R = nombre de jours calendaires de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, les titulaires de l'accord-cadre peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés subséquents ou des bons de commande, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les obligations du présent accord-cadre s'appliquent intégralement aux sous-traitants, les titulaires s'engagent à les leur communiquer.

L'IGN peut limiter le recours à la sous-traitance pour certaines tâches essentielles, en vertu de l'article L2193-3 du Code de la commande publique. Dans ce cas, l'IGN viendra motiver cette restriction.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Quelle que soit sa forme de présentation, cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

NB : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

Les sous-traitants peuvent être présentés à l'IGN pour acceptation :

- Soit lors de la soumission à l'accord-cadre (les règles à respecter sont citées au règlement de la consultation afférent à la passation de l'accord-cadre),
- Soit lors de la remise des offres pour les marchés subséquents,
- Soit en cours d'exécution des marchés subséquents.

ARTICLE 14 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

Après notification de l'accord-cadre, un interlocuteur référent pour l'ensemble de l'accord-cadre sera désigné par chacun de ses titulaires. Il sera l'interlocuteur unique de l'IGN pour les consultations, la coordination, les décisions à prendre concernant les questions transverses et les questions administratives et financières.

Ce référent devra fournir à l'IGN toutes les adresses et coordonnées utiles pour le joindre.

Cet interlocuteur doit avoir une délégation suffisante apte à lui permettre de prendre toutes les décisions engageant le titulaire auprès de l'IGN.

Les interlocuteurs IGN des titulaires de l'accord-cadre seront les suivants :

- Interlocuteur technique : le Service des bases de données vecteurs et 3D (SV3D).
- Interlocuteur administratif : le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Après notification de l'accord-cadre, l'IGN fournira à ses titulaires toutes les adresses et coordonnées utiles pour le joindre.

ARTICLE 15 – DROIT D'EXPLOITATION DES RESULTATS

Les titulaires de l'accord-cadre cèdent, à titre exclusif, l'intégralité des droits afférents aux résultats découlant de l'exécution des prestations faisant l'objet de bons de commande ou de marchés subséquents (les résultats sont entendus de tous livrables quels que soient leur nature, leur forme et leur support) permettant à l'IGN de les exploiter librement pour tous usages, y compris à des fins commerciales.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus,
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats par tous moyens de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu,
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats,
- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique,
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, à titre gratuit ou onéreux,
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit,
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit.

Le cédant cède ses droits pour le monde entier.

La cession des droits d'exploitation est consentie dans la limite légale de la durée des droits d'auteur.

Les parties sont convenues que le prix de la cession est compris dans les prix proposés dans les offres financières des titulaires, et que ces derniers ne pourront réclamer aucune somme complémentaire à quel que titre que ce soit.

Le titulaire garantit l'IGN contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet des marchés subséquents.

ARTICLE 16 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Les titulaires s'engagent à ne pas diffuser, sans l'accord explicite et écrit de l'IGN, tout ou partie des pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents, ainsi que les documents de travail mis à leur disposition pour leur exécution.

Ils s'engagent à ne pas utiliser ces documents de travail dans un autre but que la stricte exécution du marché, à n'en faire aucune copie et à les restituer à l'IGN dès l'achèvement de l'accord-cadre.

Les titulaires gardent pendant toute la durée de l'accord-cadre et après son achèvement, le secret le plus strict vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance ainsi que sur les observations et mesures qu'ils auront effectuées ou seront amenés à effectuer.

ARTICLE 17 – ASSURANCE

Les titulaires doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ils doivent justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, des bons de commande et des marchés subséquents qui en découlent et avant tout début d'exécution de ceux-ci, qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des bons de commande et des marchés subséquents les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IGN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 – NORMES

Les titulaires garantissent que les prestations réalisées dans le cadre du présent accord cadre obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de leur réalisation/livraison. La mise en conformité à la réglementation est à la charge des titulaires.

ARTICLE 19 – DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>, au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités – DREETS <http://dreets.gouv.fr>

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre et aux marchés subséquents.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1. Résiliation pour faute du titulaire

En application des dispositions de l'article 50 du CCAG-TIC, l'IGN peut résilier le contrat pour faute du titulaire.

L'IGN peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre avec l'un des titulaires ou, le cas échéant, d'un marché subséquent, pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 50.1 du CCAG-TIC.

Dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 50.1 du CCAG-TIC, l'IGN adressera un courrier recommandé avec demande d'accusé de réception signifiant la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision.

Dans les autres cas prévus à l'article 50.1 du CCAG-TIC, l'IGN peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre ou, le cas échéant, du marché subséquent après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre qu'il s'agisse de bons de commande ou de marchés subséquents, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

La résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

Pour les lots 2 et 3, l'IGN peut également prononcer la résiliation de l'accord-cadre, aux torts du titulaire, en cas de refus de participation à deux remises en concurrence successives sans motif légitime.

20.2. Résiliation sans faute du titulaire

20.2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 51 du CCAG-TIC, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée sans faute de ses titulaires pour motif d'intérêt général qu'il soit de nature économique, juridique ou technique. Dans cette situation, les titulaires auront droit à une indemnité de résiliation dans les conditions fixées à l'article 51 du CCAG-TIC.

Pour les lots 2 et 3, l'IGN pourra, le cas échéant, également prononcer unilatéralement la résiliation d'un marché subséquent en l'absence de faute des titulaires, pour motif d'intérêt général. Les titulaires disposeront alors d'un droit à indemnisation.

20.2.2. Résiliation pour force majeure

Conformément à l'article L.2195-2, l'IGN peut résilier l'accord-cadre, de sa propre initiative ou à la demande d'un ou plusieurs titulaires du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Dans ces conditions, la résiliation n'ouvre droit pour les titulaires à aucune indemnité.

Il est à noter que le cas de force majeure repose sur trois conditions cumulatives définies par la jurisprudence :

- Une condition d'imprévisibilité lorsqu'un titulaire se trouve en présence d'une difficulté matérielle imprévisible ;
- Une condition d'extériorité lorsque la difficulté ne provient pas du fait du titulaire ;
- Une condition d'irrésistibilité lorsque la difficulté est d'une ampleur ou d'une nature telle qu'elle rend l'exécution des obligations contractuelles impossible soit provisoirement, soit définitivement.

Pour les lots 2 et 3, l'IGN pourra, le cas échéant, également prononcer de sa propre initiative ou à la demande d'un titulaire de l'accord-cadre la résiliation d'un marché subséquent pour un cas de force majeure. Dans cette situation, la résiliation n'ouvre droit pour le.s titulaire.s à aucune indemnité.

Selon les cas, si l'accord-cadre est résilié avec un ou plusieurs titulaires, les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci pourront continuer à être exécutés.

ARTICLE 21 – LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant l'exécution de l'accord cadre est le français.

ARTICLE 22 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article 12 « Pénalités » du présent CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 8.1.1. « Vérification des livraisons » du présent CCP déroge à l'article 31 du CCAG-TIC.

L'article 8.1.2. « Vérification des données livrées » du présent CCP déroge à l'article 32 du CCAG-TIC.